

Agence de Clermont-Ferrand
2 avenue Michel Ange
63000 CLERMONT-FERRAND
Tel 04 44 05 31 32
clermont@alpes-contrôles.fr

Référence : 630S2442 PGC - PGC 2
Date d'édition : 30/01/2025
Rapport comportant : 25 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 3 ARP

OPERATION
CLERMONT-FERRAND REPLI BU DROIT DANS LAFAYETTE OP1126 CLERMONT-FERRAND 63000 CLERMONT-FERRAND
Maître d'ouvrage
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE 49 BOULEVARD FRANCOIS MITTERRAND 63000 CLERMONT-FERRAND

Le coordonnateur SPS
Arnaud THUILLIER



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	27/01/2025	THUILLIER Arnaud	Phase DCE	Création du document
02	30/01/2025	THUILLIER Arnaud	Phase DCE	Mise à jour suite observations de la maitrise d'ouvrage

Diffusion :

Diffusion	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE		
	Madame CHAMBRIARD Caroline	Maître d'ouvrage	caroline.chambriard@uca.fr
	STUDIO LOSA		
	Madame SERIN Claire	Maître d'oeuvre	claire.serin@studiolosa.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	19 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : CLERMONT-FERRAND REPLI BU DROIT DANS LAFAYETTE OP1126

Adresse : CLERMONT-FERRAND
63000 - CLERMONT-FERRAND

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Réaménagement de l'ancienne BU Lafayette en bureaux sur la commune de Clermont-Ferrand selon la liste des lots.

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plans de l'opération	20/01/2025
Pieces écrites	Date
CCTP par lots sauf lot techniques	20/01/2025
Autre	Date
Diagnostic amiante	18/11/2024
Diagnostic plomb	04/11/2024

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **3 ARP**.

2.3.2 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **3 ARP**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.3 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 4 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- La durée d'exécution des travaux est de : 3 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	49 BOULEVARD FRANCOIS MITTERRAND 63000 CLERMONT-FERRAND Tel : 04-73-17-79-79 Fax : 04-73-17-72-99 contact@uca.fr
Maître d'oeuvre	STUDIO LOSA	37, Rue Gonod 63000 Clermont-Ferrand Tel : 04 73 27 31 81 Fax : 09 70 06 19 61 contact.loso@orange.fr
CT	BUREAU ALPES CONTROLES	2, avenue Michel Ange 63000 CLERMONT-FERRAND clermont@alpes-controles.fr
CSPS	BUREAU ALPES CONTROLES	2, avenue Michel Ange 63000 CLERMONT-FERRAND clermont@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
CARSAT	CARSAT	5 rue Entres les Deux Villes Avenue de la République 63000 CLERMONT FERRAND contact-prevention@carsat-auvergne.fr
Inspection du travail	DIRECCTE DDETS	2 Rue Pélissier Cité Administrative 63100 Clermont-Ferrand Tel : 04 73 41 22 00 Fax : 04 73 41 22 40 ddets-secretariat@puy-de-dome.gouv.fr
OPPBTP	OPPBTP	50 Rue Marx Dormoy Résidence Gambetta 63000 CLERMONT FERRAND Tel : 04.73.35.14.23 Fax : 04.73.35.14.30 clermont.ferrand@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Désamiantage		
Lot 02 - Démolition rayonnage		
Lot 03 - Cloisons - Plafonds - Peinture		
Lot 04 - Sols colles - Carrelage - Faïence		
Lot 05 - Menuiseries intérieure - Serrurerie		
Lot 06 - Electricité		
Lot 07 - Plomberie - Sanitaire - CVC		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maître d'oeuvre - STUDIO LOSA
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - BUREAU ALPES CONTROLES
DESAM	Désamiantage	Lot 01 - Désamiantage
D	Démolition	Lot 02 - Démolition rayonnage
EL	Electricité courants forts	Lot 06 - Electricité
PB	Plomberie Sanitaire	Lot 07 - Plomberie - Sanitaire - CVC
MIN	Menuiseries Intérieures	Lot 05 - Menuiseries intérieure - Serrurerie
PLAQ	Cloisons Doublages	Lot 03 - Cloisons - Plafonds - Peinture
SOL	Revêtement de sol	Lot 04 - Sols colles - Carrelage - Faïence

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

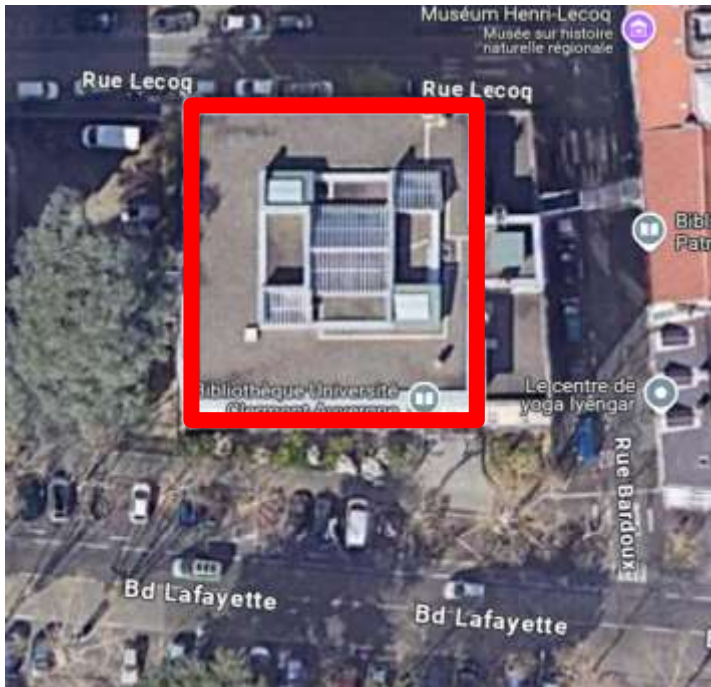
- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	3
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	3
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	3
5.1.1.6	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	3
5.1.1.7	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	3
5.1.1.8	Prévention liée à la présence d'amiante	4
5.1.1.9	Prévention liée à la présence de plomb	4
5.1.2	Organisation générale du chantier	5
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	5
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	6
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	7
5.1.2.4	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	7
5.1.2.5	Circulation sur le chantier	7
5.1.2.6	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	8
5.1.2.7	Nettoyage et Gestion des déchets	9
5.1.2.8	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	10
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	11
5.1.3.1	Protections collectives	11
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	12
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	14
5.2.1	Phase Préparation	14
5.2.2	Phase TRAVAUX	16
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	18
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	18
5.3.2	Projet de Plan d'Installation de Chantier	19

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
<p>Site de type</p> <p>Urbain</p>  <p>1 Boulevard Lafayette, 63000 CLERMONT-FERRAND</p>		
<p>Bâtiments mitoyens</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>		
<p>Voies de circulation</p> <p>Nom de la voie de circulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boulevard Lafayette - Rue Bardoux - Rue Lecop <p>Contraintes dues à la voie de circulations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boulevard Lafayette très fréquenté (piétons, bus, vélo, véhicules) 		
<p>Servitudes</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels. 		

5.1.1.2 Réseaux	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Les réseaux devront être repérés, identifiés, et consignés avant toutes interventions sur ou à proximité des réseaux.		

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Horaires d'accès au chantier</i> Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	EC	EC
<i>Voie d'accès au chantier</i> <ul style="list-style-type: none"> • Localisations : Boulevard Lafayette • <u>Nature</u> : communale • <u>Entretien général</u> : goudronné correct 		TCE
<i>Parkings</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Véhicules chantier : <ul style="list-style-type: none"> • Uniquement sur parking public ➤ Véhicules personnels : <ul style="list-style-type: none"> • Uniquement sur parking public 	TCE	TCE
	TCE	TCE

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Autorisation de voirie à demander aux services de voirie de la mairie ➤ Modification temporaire des voies de circulation, au vu des largeurs actuelles de celles-ci, et aménagements à envisager, dans le cadre du chantier ➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation, temporaire de chantier (panneaux) ➤ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux 	EC	EC

5.1.1.5 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.6 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.7 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.8 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 04/11/2024 - Par la société : AC Environnement - Il porte la référence : 002ER848855-1 <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Liste des matériaux contenant de l'amiante : revêtement de sol et conduits</p>	MO	
<p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	DESAM EC	
<p>Méthodologie de travaux</p> <p>Les travaux, après décision du maître d'ouvrage, seront réalisés en sous-section 3</p> <p>Eléments à fournir et dispositions à prendre : se référer au chapitre « Mesures par phase ».</p> <p>Dans le cas de la sous-section 3, ces travaux sur des matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un plan de retrait ou d'encapsulage réalisé par l'entreprise de désamiantage, soumis à l'avis de l'inspection du travail. Cet organisme dispose d'un délai incompressible de 30 jours pour émettre son avis. Durant ce délai de carence, aucune activité sur le chantier ne doit être réalisée.</p>	MO DESAM DESAM	DESAM DESAM
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	
5.1.1.9 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le diagnostic plomb :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 27/10/2024 - Par la société : AED GROUPE - Il porte la référence : UNIVCAL-20240918-DAT <p>Conclusion du diagnostic plomb :</p> <p>Présence de matériaux contenant du plomb <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Pour toute intervention sur des matériaux contenant du plomb, respecter l'ED 909.</p> <p>Liste des matériaux contenant du plomb : Peinture</p>	MO	

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<u>Panneau de chantier</u>		
➤ Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP.	PLAQ	PLAQ
<u>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</u>		
➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et pour information au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Parkings véhicules chantier • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Emplacement des aires de stockage : • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS 	PLAQ	PLAQ
➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.	PLAQ	PLAQ

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
<u>Locaux communs à toutes les entreprises</u>		
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités.</p> <p>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats et locaux Maîtrise d'œuvre, CSPS, et enlèvement en fin de chantier.</p> <p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <p>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes, • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base <p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP.</p>	PLAQ	PLAQ
<p>➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.</p> <p>➤ Coûts exploitation (Consommables)</p>	PLAQ PLAQ	PLAQ PLAQ

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier</u>		
➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès, y compris toutes plates formes de base vie : <ul style="list-style-type: none"> Type de clôture : Suivant CCTP Localisation : en bordure de voirie et en périphérie du projet 	PLAQ	PLAQ
<u>Signalisation et Balisage</u>		
➤ Au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès 	PLAQ	PLAQ

5.1.2.4 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	Installation	Entretien
<u>Installation électrique générale de chantier</u>		
➤ Source : au sens de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé, la source s'entend à la limite d'emprise du chantier. <ul style="list-style-type: none"> Réseau existant 	PLAQ	PLAQ
<u>Installation électrique secondaire de chantier</u>		
➤ Source : Existant Distribution vers les différents postes de travail depuis les armoires ou coffrets de chantier, en respectant une distance obligatoirement inférieure à 25 m. Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.	EL	EL
<u>Eclairage provisoire</u>		
➤ L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairage suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.	EL	EL
<u>Vérification de conformité :</u>		
➤ La maîtrise d'ouvrage nous a fournir le dernier PV de la vérification périodique de l'établissement.		

5.1.2.5 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
<u>Circulations horizontales intérieures</u>		
➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 	GO	GO
<u>Circulations verticales intérieures</u>		

5.1.2.5 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
Circulations horizontales intérieures		
<p>➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires</p> <p>Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied • Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre • Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) <p>Une échelle n'est pas un poste de travail</p>	EC	EC
5.1.2.6 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
<p>➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.</p> <p>➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation.</p> <p>➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.</p> <p>➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.</p>	<p>TCE</p> <p>PLAQ</p> <p>EC</p> <p>TCE</p>	<p>TCE</p> <p>PLAQ</p> <p>EC</p> <p>TCE</p>

5.1.2.7 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
<p>Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nettoyage général phase Démolitions ➤ Nettoyage général phase Exécution Corps d'Etats Secondaires ➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment. ➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois). ➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire locaux Maîtrise d'œuvre ➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou MO ➤ Défaillance d'une entreprise : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou MO ➤ Défaillance d'évacuation des déchets de plusieurs entreprises sans pouvoir affecter celle-ci à un lot précis : travaux ordonnés à une entreprise extérieure ou à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou MO 	<p>D</p> <p>EC</p> <p>PLAQ</p> <p>EC</p> <p>PLAQ</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge Entreprise défaillante consigné sur le CR chantier</p>	<p>D</p> <p>EC</p> <p>PLAQ</p> <p>EC</p> <p>PLAQ</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge Entreprise défaillante consigné sur le CR chantier</p>
<u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chaque entreprise est responsable de l'évacuation et de l'élimination de ses propres déchets. ➤ Une évacuation régulière doit être réalisée. ➤ Aucun stockage sur site ne sera toléré. 	GO - CP	GO - CP

5.1.2.8 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
Consignes – Services d'urgences ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	PLAQ TCE	PLAQ TCE
Mesures d'évacuation ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
Déclaration d'accident ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
Mesures de secours et de communication sur le site ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier.	TCE TCE	TCE TCE
Secouriste ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	TCE	TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à la **charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé) simplifié, dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS simplifié ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS simplifié, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC simplifié et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS simplifié toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS simplifié pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC simplifié et son PPSPS simplifié à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS simplifié de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC simplifié, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC simplifié
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS simplifié de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC simplifié, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS simplifié les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques électriques</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	D EL	D EL
<i>Risques liés aux démolitions : heurt, écrasement, chute</i> Mesures générales : <ul style="list-style-type: none">➤ Réalisation une étude détaillée afin de déterminer :<ul style="list-style-type: none">- le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre,- la séquence des démolitions, notamment afin de ne pas surcharger les planchers existants avec des gravats,- les étalements nécessaires le cas échéant,➤ Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise.	D D	D D
➤ Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions / du curage.	D	D
<i>Risques liés à la présence amiante – Désamiantage sous-section 3</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Pas de coactivité simultanée durant le désamiantage➤ Veiller au respect des procédures du plan de retrait➤ Balisage et délimitation de la zone de travaux➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise de désamiantage➤ Réalisation d'un contrôle visuel (R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) et selon la norme NF X 46-021 à la charge du maître d'ouvrage➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge du maître d'ouvrage. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »).➤ Rapport de fin de travaux à remettre au coordonnateur SPS (pour intégration au DIUO)	DESAM et MO	DESAM et MO


Phase préparation	Installation	Entretien
<p>Risques liés à la présence de plomb</p> <p>➤ Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage.</p> <p>Pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. ➤ Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. ➤ Intervention de personnel formé. ➤ Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. ➤ Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb ➤ Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. ➤ Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. <p>Après les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. ➤ L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. 	<p>Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.</p>	<p>Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.</p>

5.2.2 Phase TRAVAUX

Phase Travaux	Installation	Entretien
Risques de chute <ul style="list-style-type: none"> ➤ Baies libres <ul style="list-style-type: none"> • Protection des baies libres ou des allèges inférieures à 1 m ou des portes fenêtres par mise en place de protections provisoires en tableaux. ➤ Trémies et réservations <ul style="list-style-type: none"> • Protection fixée des trémies de dalle • Protections par garde-corps des trémies d'escalier ➤ Toitures <ul style="list-style-type: none"> • En cas d'intervention ponctuelle en toiture qui n'est pas munie de protections collectives contre le risque de chute, mise en place de garde-corps en périphérie de la toiture. ➤ Maintien des protections en rive de dalle ou sur les trémies d'escaliers ou mise en place de protections collectives adaptées en remplacement (ossature de cloisons admise si mise en place de lisse de garde-corps incluse) ➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers ➤ Mise en place à l'avancement d'au moins un point de puisage avec robinet à nez fileté et d'un réceptacle (distance maximale entre 2 points ne doit pas excéder 40m) ➤ Lorsque les réservations seront débouchées pour le passage des réseaux, l'entreprise concernée par la trémie replacera un platelage fixé au sol si le risque subsiste. 	 MIN EC EC EC PLAQ TCE PB EC	 MIN EC EC EC PLAQ TCE PB EC
Risques de blessures <ul style="list-style-type: none"> ➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente (dont ceux pour maintenir les gaines en dalle) 	EL et PB	EL et PB
Risques d'écrasement et de chute de matériels <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol ➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage) 	 EC EC EC EC EC	 EC EC EC EC EC
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none"> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger. 	EC	EC
Risques de brûlures <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états 	EC	EC
Risques d'intoxication, d'explosion <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants ➤ Utilisation de moteurs thermiques proscrite à l'intérieur. 	 EC EC	 EC EC

<u>Phase Travaux</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques de blessures, émission de poussières</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source 	EC	EC

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »

**En cas d'accident**

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier BU Lafayette

À (commune ou arrondissement) **CLERMONT FERRAND**

N° **01** Rue **Boulevard Lafayette**

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...


5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3.2 Projet de Plan d'Installation de Chantier

A transmettre au CSPS.